



Déclaration liminaire du CTL du 27 mars 2018

Monsieur le Président, mesdames et messieurs de la parité administrative présents aujourd'hui,

Il paraîtrait que nous sommes à l'aube d'un nouveau monde qui, du passé ferait table rase, afin de promouvoir un État nouvelle formule : ACTION PUBLIQUE 2022 !

Un État, libéré de la contrainte d'assurer à tous l'égalité d'accès au service public sous couvert de l'émergence d'une nouvelle fonction publique dite innovante dans le cadre d'un nouveau « contrat social » entre les agents publics et les citoyens.

Au prétexte de la sacro-sainte réduction des dépenses publiques, le gouvernement a lancé son plan d'attaque global contre la fonction publique : ce n'est pas CAP 2022 mais CASSE 2022 !!!

Vous pouvez donc être fier des agents de ce département de la Dordogne qui vous ont offert le podium au classement du meilleur taux de grévistes ce jeudi 22 mars 2018.

Médaille d'argent de la lutte contre les attaques du gouvernement Macron-Philippe, contre les attaques de notre Directeur général normalement protecteur de nos missions et des agents qui les exercent.

Avec 61,57 % de grévistes, tout corps et services confondus, les agents ont exprimé non seulement leurs très grandes inquiétudes mais aussi leurs colères et leurs désapprobations face aux annonces du Directeur général le 9 mars dernier.

Monsieur le Président, qu'avez vous à répondre au malaise de vos agents ?

Qu'avez vous à répondre à cette manifestation ostensible des préoccupations et inquiétudes de vos personnels dont le respect de la santé au travail est une de vos prérogatives ?

Car oui, c'est bien de cela qu'il s'agit, de la souffrance au travail (pétition des agents de Sarlat et des brigades par exemple) qui se développe dans votre organisation sur fond de non-dits institués par votre absence de réel dialogue social.

Face aux résultats catastrophiques de l'observatoire interne à travers lequel les agents ont exprimé des doutes sur la pérennité de leurs missions et où la confiance en la direction locale s'est effondrée, face aux difficultés dans la mise en place des nouvelles missions (Prélèvement à la source, Service d'appui au réseau, TAM-RAP,.....), comment en plus allez vous décliner pour la Dordogne les annonces de M PARENT ?

Comment seront donc anticipés la mise en place d'agences comptables pour les grandes collectivités, la fin du numéraire, les directions multi-départementales, la mutation du recouvrement en balance entre les URSSAF et la DGFIP, les services facturiers dans la sphère SPL ?

Est-ce que les règles de mutations seront toujours des garanties pour les agents désirant une vie personnelle et professionnelle meilleure, est-ce qu'aucune trésorerie ne sera supprimée, est-ce que les SPF resteront sur chaque site de notre grand département, est-ce qu'il vaut mieux un service civique de plus qu'un jeune au RSA pour combattre la précarité ?

A-t-on enfin le droit d'obtenir une réponse de votre part sur l'avenir de nos métiers ?

Continuez à nous rappeler votre position de fonctionnaire qui « fonctionne », qui obéit aux ordres politiques sans tenir compte de la réalité de l'exercice des missions.

Continuez à jouer avec les missions de service public pour les offrir au marché et à l'argent -roi, tel des patrons voyous qui délocalisent leurs activités sans tenir compte des citoyens et de leurs besoins.

Continuez à appliquer la politique de casse de notre service public en milieu rural, de notre sens de l'intérêt général pour tous les habitants de la Dordogne

Continuez à jouer avec les agents en les stigmatisant : le collègue anxieux, le collègue paranoïaque, le collègue histrionique, le collègue obsessionnel, le collègue narcissique, le collègue schizoïde, le comportement de type A, le collègue passif agressif, le collègue dépressif, le collègue dépendant et enfin le collègue évitant.

Continuez comme cela et demain les agents de ce département vous offriront la première place du podium de la lutte.

Monsieur le Président, et vous qui siégez à ses côtés, jusqu'à quand allez vous accepter cette mascarade ! Jusqu'à quand allez vous accepter de démanteler cette administration, de la dépecer pièces par pièces ?